

Uni.

L'année 1996 a marqué un changement majeur, avec la découverte de la transmission de la maladie aux humains par la consommation de viandes contaminées, selon des voies encore ignorées aujourd'hui. Dix cas d'une nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jacob sont alors répertoriés, montrant que la barrière d'espèce qui, jusque-là rassurait, était tombée. Cette maladie est toujours mortelle, aucun traitement ne permet de la soigner. C'est une véritable épée de Damoclès qui se trouve ainsi posée sur la tête des consommateurs. La réaction est d'importance. La consommation chute, l'embargo est décidé, d'abord par la France, puis par l'Union européenne sur toutes les viandes d'origine britannique. La " crise de la vache folle " avait commencé. Elle continue encore, plus de trois ans après.

Cette crise présente des caractères originaux, qui replacent la notion de risque alimentaire dans une conception radicalement nouvelle. Lors de la révélation des cas variants de Creutzfeldt-Jacob, en 1996, ces caractéristiques ont renforcé l'impression de danger encouru sans que l'on puisse prévenir, autrement que par le " bannissement " des farines et l'interdiction des sources de contamination. La viande anglaise, bien que rien n'ait permis de conclure qu'elle soit contaminée, une fois dépourvue des abats à risques, a été elle aussi bannie de nos assiettes, et le reste à ce jour, en tout cas en France où l'embargo n'a pas été levé.

C'est au nom d'un principe dit de précaution que la décision de l'embargo a été prise en 1996. On excipe de ce principe, apparu dans le droit international au cours des années quatre-vingt, qu'en présence d'incertitude scientifique, on peut prendre une décision de précaution afin d'éviter la survenue réelle d'un risque. Le maniement de ce principe est délicat dans la mesure où il ne repose pas sur une analyse scientifique du risque, mais sur une absence de connaissance. La décision prise peut de ce fait être très contraignante en termes de sécurité sanitaire : il semble en effet préférable de prendre la mesure susceptible d'apporter la plus large garantie aux consommateurs, de s'entourer du maximum de précaution.

C'est ce qui s'est passé en mars 1996. Du strict point de vue de la précaution, cette décision aurait pu être prise en 1990, car les questions se posaient déjà sur la transmission possible de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) à d'autres espèces - chats, antilopes étaient atteints - et donc potentiellement à l'homme. Mais l'idée que la barrière d'espèce entre les humains et les ruminants résisterait était encore dominante. Ce n'est donc qu'avec la connaissance de cas de maladie de Creutzfeldt-Jacob que le risque s'est révélé réel, bien que non quantifiable. On a parlé alors de plusieurs milliers ou millions de personnes susceptibles d'être atteintes. Au premier novembre 1999, on répertoriait 47 cas en Grande-Bretagne, un cas en Irlande et un cas en France, repéré en 1996. Nul ne peut dire encore, car il s'agit d'une maladie à incubation lente, si le nombre de personnes touchées sera élevé ou faible, d'autant plus que personne ne peut dire à quel niveau a été portée la contamination, ni à quel niveau sera son expression.

La perception actuelle du risque prend en compte l'incertitude, mais aussi un élément qui ne l'était pas auparavant, le temps. Il a fallu huit à neuf ans avant de découvrir le passage de l'ESB à l'homme. On pense aujourd'hui qu'il faudra encore quinze à vingt ans avant de connaître les conséquences réelles de la contamination par l'agent de la maladie. La comparaison a été faite avec le sang contaminé ou l'hormone de croissance, mais l'incertitude dans le cas de l'ESB est